



Nations Unies
Bureau du Conseiller Spécial pour l'Afrique
(OSAA)



Gouvernement
de la République Démocratique du Congo
(RDC)

**Deuxième Conférence Internationale sur le DDR et la Stabilité en Afrique
Kinshasa, République Démocratique du Congo
12-14 Juin 2007¹**

“Aperçu General: Processus de DDR en Afrique”²

¹ La Conférence est organisée grâce aux généreuses contributions des Gouvernements de Belgique et de Suède

² Ce document a été réalisé par un Consultant Indépendant engagé par UN/OSAA.
Les opinions exprimées dans ce document ne reflètent pas nécessairement celles des Nations Unies

TABLE DE MATIERE

1. Acronymes et Définitions.....
2. Introduction.....
3. Vue d'ensemble; le DDR a-t-il apporté la stabilité en Afrique?
 - a) Progrès du DDR depuis juin 2005
 - b) Le DDR comme partie intégrante du processus de paix
4. Examen du processus DDR en cours (et accompli) de chaque Pays
5. Cadre d'analyse /de discussion de la Conférence de la RD Congo
 - a) Aperçu historique de la fin de conflit
 - b) Combattants sur le sol étranger
 - c) Liens entre le DDR et la RSS
 - d) Enfants et femmes intégrés aux forces armées
 - e) Le DDR et la Justice Transitionnelle (JT)
6. Questions clés
 - a) Appartenance sexuelle
 - b) Droits de l'Homme
 - c) Gouvernance
 - d) les problèmes de la Communauté et leur participation
7. Quels sont les défis, les succès et les obstacles communs ?
8. Quels sont les arrangements institutionnels mis en place pour soutenir le DDR en Afrique ?
9. Quelles leçons tirer des processus complexes du DDR en dehors de l'Afrique?
10. Quelles leçons doit on tirer des processus complexes de DDR en dehors de l'Afrique?
11. Conclusions:
DDR, une occasion pendant un futur paisible en Afrique?
12. recommandations

1) Liste des acronymes et définitions

BM Banque Mondiale

BCSA Bureau du Conseiller Spécial pour l’Afrique

CEEAC Communauté Economique des Etats de l’Afrique Centrale

CEDEAO Communauté Economique des Etats d’Afrique de l’Ouest

CERs Communautés Economiques Régionales et de Sécurité

COFS Combattants en Sol Etranger

CONADER Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion

DDR Désarmement, Démobilisation, Réinsertion

FAA Forces Armées Angolaises

FARDC Forces Armées de la République Démocratique du Congo

Force Majeur Nouvelle Armée Intégrée

FANCI Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire

FAS Forces Armées Soudanaises

FN Forces Nouvelles

GIC Groupe International de Crise

GTF Gouvernement de Transition Fédéral - Somalie

Guerre à la Terreur l’après 9/11 qui a influencé l’Indépendance Totale de l’Angola

MINUHA Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti

MONUC Mission de l’Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo

MUAS Mission de l’Union Africaine au Soudan plus tard devenu La Mission des Nations Unies au Soudan (**MINUS**)

MDRP Programme Multi-Pays de Démobilisation et de Réintégration

NU Nations Unies

OEA Organisation des Etats Américains

PNDDR Programme National de Désarmement, de Démobilisation, de Réinsertion et de Réhabilitation Communautaire

PNUD Programme des Nations Unies pour le développement

RCA République Centrafricaine

RDRC Commission. Rwandaise de Démobilisation et de Réintégration

RDC République Démocratique du Congo

RC République du Congo

CDA Communauté de Développement de l'Afrique Australe

SSR Réforme du Secteur de Sécurité

UA Union Africaine

UE Union Européenne

UNITA Union Nationale Pour l'Indépendance Totale de l'Angola

UNOGBIS Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau

UTI Union des Tribunaux Islamiques

Définitions³

Le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) vise l'inversion complète des contextes de guerre à la paix parmi des belligérants et promeut des climats paisibles, améliore les conditions de sécurité, de stabilité et du développement des Hommes par la transformation du rôle et le maintien des combattants.

Le désarmement renvoi à la récupération des armes utilisées dans ou en dehors de la zone de conflit. Au départ, ceci nécessite le regroupement des combattants après la cessation du conflit suivi par le désarmement, le stockage et la comptabilité d'armes sur le plan nationale. À cet effet, l'identification et la neutralisation (soutenue) des mines antipersonnel et restes explosifs de guerre peuvent également **se produire**.

La démobilisation suit de plus près l'identification d'une force centrale (constituée par des forces intégrées) et la décision d'en démobiliser le reste. Ceci implique la dissolution des structures militaires et le retour d'anciens combattants à la vie civile.

Réintégration: sous-entend la réinsertion d'anciens combattants ainsi que de leurs familles respectives à la vie civile afin qu'ils se réinsèrent dans la vie économique, sociale et politique.

³ Macartan Humphreys & Jeremy M. Weinstein, Disentangling the determinants of successful Disarmament, Demobilisation, and Reintegration, février 2005, cite dans le Rapport des Nations Unies du Secrétaire Général DU Conseil de Sécurité, 2000, p .2

Généralement, Ceci nécessite qu'on mette à leur disposition des dons y compris de l'argent en espèces, lot de compensation, formation professionnelle et cadre d'encouragement de se prendre en charge et d'entreprendre des projets susceptibles de générer des revenus..

2). Introduction

Le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration effectif et compréhensif est la condition préalable fondamentale pour la paix, la stabilité et le développement humain dans les sociétés post-conflit africaines en développement (DDR)⁴. L'échec du DDR a par exemple contribué, directement ou indirectement au déclenchement approximatif de 60% de conflits armés des États en développement qui ont rechuté dans ces mêmes conflits depuis la fin de la guerre froide⁵.

Le DDR est un processus Complexe à plusieurs facettes mais à caractère très politique qui typiquement lancé à la suite de cessation des conflits armés. En pratique, il est souvent associé à l'important processus de Réforme du Secteur de Sécurité (RSS), un phénomène en vue de restructurer, réorienter et professionnaliser les institutions relatives à la sécurité pour adopter la transparence et le respect des normes démocratiques. Le DDR est donc déterminé par des facteurs historiques, socio-économiques, géographiques, culturels et ethniques, la nature des conflits armés et la façon dont on en a mis fin et, dans certains cas, l'introduction parallèle des notions de la Justice Transitionnelle (JT). Par exemple, la question d'amnistie avant la cessation de conflits et les critères du choix des forces constituant l'armée intégrée font partie des composantes clés des tendances de la justice transitionnelle. Cette question est souvent déterminée par des accords négociés entre les anciennes forces antagonistes. Elle est influencée par les intérêts des acteurs internationaux tels que: l'ONU, la Banque Mondiale et les organisations donatrices. Elle est contrainte par l'insuffisance des ressources et les limitations de l'économie nationale. En fin de compte, le succès et l'échec des programmes du DDR sont déterminés par la bonne volonté du reste de la société qui consiste à pardonner les ex-combattants pour les actes de violence commis pendant les conflits armés, et à les soutenir dans

⁴ Notions confirmées les articles du Integrated DDR Standards (IDDRS): voir les concepts Policy and Strategy of Integrated DDR, The UN Approach to DDR, Level 2 sur <http://www.iddrs.un.org> accédé le 21 mai 2007

⁵ Monty G. Marshall, Report-Conflit Trends in Africa, 1946-2004: A comparative Perspective, préparé pour le Pool Africain de Prévention de Conflit, Département pour le Développement International, Octobre 2005, pp.7 et 8.

leur réintégration de la vie de guerre à une vie paisible. Etant donné la dynamique du DDR, il est important de noter que:

Il n'y a aucun model générique de fonctionnement du DDR qui peut être appliqué aux scenarii post-conflit à travers le monde entier. Les processus de DDR doivent être soigneusement et sensiblement adaptés aux besoins de chaque scénario par des équipes qui ont une connaissance approfondie de chaque contexte, des acteurs, de l'objectif global du processus de paix et des instruments disponibles⁶.

À la lumière de ce qui précède, le Bureau du Conseiller Spécial pour l'Afrique (BCSA), les Nations Unies (l'ONU) ont identifié le DDR comme l'un des secteurs capitaux d'intervention pour inciter la paix, la stabilité et le développement durables dans des situations post-confliktuelles émergentes. Dans cette initiative, le BCSA pilote « 14 départements et agences de l'ONU » dans un processus éclairé par les leçons tirées au cours des quinze dernières années pour appliquer le DDR d'une façon ingénieuse et plus systématique⁷. En pratique, l'intervention du BCSA s'est fait sous forme de conférences et de dialogue qui a réunie les acteurs africains tout mettant à leur disposition un forum qui leur permet de développer des instruments de travail et d'informations pour des intervenants du DDR.

L'objectif principal des instruments de travail vise à: renforcer la capacité, partager les connaissances apprises ainsi que les meilleures pratiques des expériences récentes du DDR en Afrique aussi bien que créer une plateforme pour que les expériences du contexte africain illumine le débat global relatif au DDR et vice-versa, faciliter l'échange d'expériences, des pratiques et des idées. En outre, la stratégie d'organiser délibérément les conférences dans les contextes où déroule le DDR a eu un impact important sur le processus.

En juin 2005, le BCSA a facilité l'organisation de la première conférence internationale sur DDR et la stabilité en Afrique à Freetown, en Sierra Leone qui était à cette époque un pays sortant du

⁶ DDR Lessons learned in Sierra Leone – DDR Coordination Section, UNAMSIL, Aout 2003, pp4 & 12, para 51.

⁷ Développer la reintegration des anciens combattants: African experiences help UN “refine” disarmament efforts, in African Renewal, Vol.21, No 1, Avril 2007, p.5.

conflit et regorgeait une des plus grandes et complexes missions de maintien de paix et d'initiatives de DDR en Afrique. Il a également mis sur pied un cadre dans lequel les réalités et les complexités des problèmes du DDR ont été graphiquement pris en considération. Pendant cette conférence, les délégués ont exhorté le BCSA de continuer le processus consultatif du DDR deux fois par an. La deuxième conférence Internationale sur le DDR et la stabilité en Afrique aura lieu à Kinshasa en juin 2007.

Cet article analyse les tendances, les développements, et les accords institutionnels actuels du DDR en Afrique et pour cela, plusieurs études de cas à travers le continent sont considérées. Dans cette perspective, les analyses des défis, des succès et des obstacles ont été faites. En outre, les leçons principales que l'on peut tirer des processus du DDR dans différents pays ont été soulignées.⁸ Il est important de noter que ce n'est pas une étude approfondie de la condition du DDR en Afrique. Cet article est simplement une vue d'ensemble qui vise à illuminer le débat et les discussions lors de la conférence de Kinshasa.

3. Vue d'ensemble ; DDR - a t'il apporté la stabilité en Afrique?

Pendant les trois dernières décennies, les programmes du DDR en Afrique ont produit différents résultats. Depuis le début des années 1990s, l'ONU s'est de plus en plus impliqué globalement dans les processus du DDR, de l'Afghanistan au Burundi et en passant par Haïti. Depuis 1992, l'ONU s'est engagé dans plus de vingt-quatre cas du DDR, dont vingt-deux sont actuellement en cours, parmi lesquels on compte six seulement en dehors de l'Afrique; ceci implique une moyenne de 81% de la participation de l'ONU en Afrique⁹. Le bilan du DDR sur le continent africain reflète un important succès croissant. De tous les DDR qui se sont faits sur le continent africain, certains ont faits preuve de réussite et succès remarquable, tel a été le cas de l'Ethiopie, de l'Eritrée, de l'Angola et de l'Ouganda. Cependant, d'autres ont évidemment été inefficaces,

⁸ Cet article doit être lu avec l'aide mémoire de la conférence qui élabore de façon compréhensive les objectifs de la conférence. 1,2 a à d, 3 et 4; les attentes des délibérations et du programme propose.

⁹ Current Cases of DDR, Spanish Agencie Catalane de Cooperacio el Develupement sur escolapau@pangea.org accede le 18 mai 2007 mis à jour le 15 fevrier 2007.

avec pour résultat l'échec de bon nombre d'ex-combattants à se sécuriser emploi, et/ou de d'adapter effectivement sur les plans social et psychologique en vue de leur réinsertion dans la vie civile. Les cas les plus d'illustration ont été ceux du Soudan, à la suite de la signature de l'Accord de Paix Compréhensif (APC) en fin 2005 aussi bien que le cas de la Somalie avec ses interminables guerres.

L'ONU n'a pas été le seul organe à s'impliquer dans le DDR spécialement dans le cas du continent africain. D'autres organes volontaires ont inclus l'Union Africaine et dans l'Occidental, les institutions régionales en matière économique et de sécurité ont également joué un rôle important. Les organismes intergouvernementaux internationaux tels que l'Union Européenne (EU) et les groupes des États scandinaves ont également apportés leur soutien à travers le Programme Multi-Pays de Démobilisation et de Réintégration (MDRP). Le MDRP a été mis sur pied en 2002 par plus de quarante pays occidentaux dans les buts de créer un cadre de ressources et de support du DDR contrôlée par la Banque Mondiale¹⁰ tout en se concentrant sur la région des Grands Lacs aussi bien que l'Afrique Occidentale, Centrale, Méridionale et Orientale. De façon spécifique, les pays suivants font partie du MDRP: L'Angola, le Burundi, la République Centrafricaine (VOITURE), la République démocratique du Congo (transporteur), la République du Congo (RCA), le Rwanda et l'Ouganda¹¹. De la communauté de donateurs traditionnels, seule le Japon et les Etats-Unis n'ont pas apporté leur soutien via le MDRP

a) Progrès du DDR depuis juin 2005 :

Les deux dernières années ont été marquées par de progrès considérables concernant la mise en application du DDR en Afrique. L'Angola, la République démocratique du Congo et la région de l'union du fleuve de Mano qui comprend le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée-Bissau ont été marqué par une stabilité caractérisée par un environnement sécurisé représentant le contexte initial qui prévalait dans les années 90. Même en d'Ivoire de Côte, le Traité de mai

¹⁰ Voir *Multy-Country Demobilisation and Reintegration Program(MDRP) Progress Report and Work Plan April* sur www.mdrp.org; voir aussi MDRP le rapport progressif trimestrielle du Secrétariat du MDRP octobre-décembre 2006 sur l'Angola le Burundi, la République Centrafricaine, le RD Congo, la République du Congo, le Rwanda et l'Ouganda.

¹¹ MDRP. 2007. Fiche de renseignement MDRP (mars 2007) (<http://www.mdrp.org>).

2005 entre les dirigeants des Forces Armées Nationales Ivoiriennes (FANCI) et ceux des forces Nouvelles a eu donné une nouvelle dynamique au DDR. En revanche, le DDR s'est vu frustré et à été rejeté par les pays situés au bord de l'Océan Indien, particulièrement ceux situés sur la corne de l'Afrique. La même situation de frustration et de rejet causée par d'autres facteurs tels que la dynamique régionale, la politique de l'hydrocarbure et l'influence de la guerre contre la terreur a été aussi observée en Somalie, au Soudan et en Eritrée. Dans cette circonstance difficile, le DDR a ouvert la porte au réarmement et la reprise des hostilités. Par ailleurs, le DDR a eu un impact important dans le maintien de la paix durable après les phases du cessez-le-feu et des élections dans la région de l'Union du Fleuve Manoir jusqu'au Sud vers la côte d'Ivoire qui a connu des troubles. Il en est de même pour la situation qui prévaut en Angola et en Afrique Centrale mais, il y a lieu d'admettre que les points de résistance et de combats éclater aux niveaux locaux sans pour autant déranger le programme stratégique du processus de paix.

b) Le DDR comme partie intégrante du processus de paix

En Afrique, des processus récents du DDR ont été typiquement mis sur pied dans le contexte des processus de paix. Les circonstances qui ont conduit au processus de paix, la dynamique pendant les négociations de paix déterminent souvent la portée, la catégorie et les étapes du DDR, aussi bien que la distribution des ressources. Trois différents scénarii sont ci-dessous mis en exergue.

- DDR résultat de paix sécurisée par les accords négociés par les parties antagonistes le plus souvent suite à une pression provenant d'un acteur extérieure. En principe, les décisions du DDR retardées jusqu'après l'élection d'un gouvernement d'après-guerre, avec les groupes armés appelés à résider dans les camps de regroupements. Comme exemple on peut citer le Zimbabwe (1979), la Namibie (1988) et l'Afrique du sud (les années 90).
- DDR résultat des accords de paix établis par une partie qui a militairement vaincu d'autres. Dans ce cas, le processus du DDR tend à être de nature rapide et coercitive

(particulièrement pour la partie vaincue¹²) caractérisé par les ressources allouées de manière injuste (habituellement en faveur du vainqueur). Comme exemple, on peut citer l'Angola (2003), le Rwanda (1994), l'Ouganda (1986) et l'Éthiopie (dans les années 90).

- DDR résultat des accords de paix occasionné par une intervention externe, habituellement dans le cas où les conséquences néfastes sont mutuelles. La puissance externe qui intervient (habituellement l'ONU) joue souvent le rôle de leader dans le processus de DDR une fois qu'un accord politique ait conclu. Comme exemple, on peut citer le cas du Mozambique (dans les années 90), de l'Angola (1988), de la Sierra Leone, du Libéria et de la Côte d'Ivoire.

Il est important de noter que le processus de paix peut rendre effectif les programmes du DDR dans certains contextes alors que dans d'autres, il peut plutôt empêcher la réinsertion viable des ex-combattants dans la vie civile et l'exécution du projet national de reconstruction de la paix. En général, l'absence du programme DDR découlant du processus de paix occasionne habituellement des compromis relatifs à la satisfaction des besoins des ex-combattants, étant donné que les gouvernements post conflit tendent à faire face à un choix concurrentiel en demandes sur le plan de développement. Dans de telles circonstances, le DDR et la sécurité sont temporairement prioritaires mais comme l'expérience l'a montré, ceci ne s'est pas fait sans de graves défavorables conséquences lors de la première décennie de l'indépendance. Pour palier cela, il y a lieu d'identifier à l'avance ces retombées et en trouver des solutions avant quelles ne prennent une autre allure et deviennent incontrôlables.

Une vue d'ensemble de 18 études de cas africaines relatifs au DDR est donnée dans la section ci-dessous. Le choix des études de cas essaye de combler l'écart de la connaissance entre les cas actuels et anciens, afin de voir si les leçons ont été tirées, et/ou les erreurs répétées.

¹²Article et discussion avec le General de Brigade Frank K. Rusagara, commandant de l'Académie Militaire du Rwanda, Nyakinama, les forces de Défense Rwandaises mai 2007 qui cite trois modèles.

4. Examen du processus DDR en cours (et accompli) de chaque Pays

I. L'Angola.

Après des années de tentatives manquées, la mort de Jonas Savimbi dans la petite ville de Luena en février 2002 a déclenché un processus de paix signé seulement après 42 jours, lequel processus révèle presque la racine et la branche du DDR de l'ancienne force rebelle, Union Nationale Pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA). Dans le processus rapide qui a déployé, de 80 000 forces que comptaient l'UNITA, à peine 5 000 ont réintégré la police tandis que le reste, y compris environ 30 000 membres de famille ont été sommairement démobilisés, physiquement dispersés et installés dans tout le pays entre avril et juin 2002.¹³ Il est donc vrai d'indiquer que depuis 2002, le DDR-Angola a été caractérisé par la démobilisation massive de l'ancien UNITA. Ce n'est dans la dernière moitié de la décennie que l'attention a été tournée vers le DDR des forces officielles ou les Forces Armées de l'Angola (FAA)¹⁴.

Entre temps, la vitesse du DDR d'anciennes Forces de l'UNITA était bien en avance sur la déréglementation politique qui devait avoir plus tard comme conséquence la rencontre des deux groupes meneurs du mouvement et de sa transformation en opposition nationale. En d'autres termes, il y avait une déconnexion délibérée entre le désarmement militaire et l'identification de l'UNITA comme partie politique. Cependant, malgré les développements tortueux dans la politique angolaise, la paix a finalement atteint son apogée lors des actions récentes visant à démanteler les puissants pouvoirs militaires des FAA. Selon le rapport du progrès MDRP de Octobre-Décembre 97, 115 anciens combattants avaient été démobilisés tandis que des 27 000 parmi lesquels on a identifié 15 000 qui sont disposés de s'engager processus. Le MDRP compte au total plus de 110, 906 anciens combattants, femmes impliquées dans le combat, les enfants qui seront pris en charge étant donné qu'ils seront réintégré dans la société.

L'avantage de plus qu'à l'Angola c'est d'avoir une « une économie croissante » rendu possible par d'importants revenus en pétrole. Ceci a donc poussé les dirigeants de l'armée à se retirer et

¹³ Albert Carames, Vicenc Fisas et Eneko Sanz, Escola de cultura de pau, Angola, P 1 at Rapport progressif trimestriel du Secrétariat MDRP, octobre-décembre 2006, pp 1-2

¹⁴ Albert Carames, Vicenc Fisas et Eneko Sanz....

joindre le secteur commercial national en développement. Ceci est un important avantage pour le DDR, un aspect qui manque normalement dans beaucoup d'économies ou de contextes africains. Cependant la ressource qu'on doit émettre ici est de savoir dans quelle mesure le programme gouvernement s'est avéré « juste et équilibré » ? Si la réponse est non, alors il est évident que dans l'avenir, ce processus puisse constituer une source de conflit comme les réalités l'ont montré dans d'autres situations relevées. Il est également vrai d'observer qu'il qu'aucune ou peu d'attention n'a été prêtée aux dimensions de la Justice Transitionnelle dans l'étude du cas angolais. La question de savoir si ceci va se passer après élections peut être au centre des débats, malgré la nature prolongée de la guerre et les atrocités commises, il importe d'amener forces puissantes actuelles de respecter des Droits de l'Homme lorsqu'elles sont engagées dans la guerre. En conclusion, on peut aussi se poser la question de savoir comment le DDR peut trouver les moyens de rendre possible la réinsertion d'anciens combattants dans une économie rapide taxée d'être la plus couteuse du continent ? Ce point est important étant donné que de la phase intermédiaire à la phase finale du conflit prolongé de l'Angola, l'économie était effectivement évalué en Dollar Américain persiste jusqu'à ce jour avec des implications sérieuses sur les individus qui ont été démobilisés et ne peuvent pas se prendre en charge.

II. Le Burundi.

Le processus Burundais du DDR, qui a impliqué les membres des forces armées burundaises (y compris les milices officielles), aussi bien que des combattants de l'opposition, a été lancé en 2005. En novembre 2006, 28.328 ex-combattants avaient été démobilisés. En plus de ceux-ci, 18.459 Gardiens de la paix et 9.509 combattants militants ont pris part au processus de démobilisation. Des dons de réinsertion (principalement des paiements en espèces) ont été remis dans le cadre de réintégration. Jusqu'ici, le secrétariat exécutif de la Commission Nationale de la démobilisation, la réinsertion et la réintégration a placé avec succès 543 ex-combattants démobilisés sur le marché de l'emploi. Selon l'ONU, 5.412 ex-combattants de plus ont bénéficié de l'appui économique déterminé parmi lesquels 3.300 sont maintenant engagés dans des activités génératrices de revenus¹⁵.

¹⁵ Voir le Centre de Ressource DDR de l'ONU-page Burundi(<http://www.unddr.org/countryprogrammes.php>)

En conclusion, les accords politiques sont toujours en suspension comme il est le cas pour les forces principales en place permettant au pays d'accomplir des conditions de paix relatives et de commencer à considérer la participation à la mission de l'Union Africaine pour la paix en Somalie et implicitement, en tant que membre permanent de la communauté internationale. Cependant, le défi majeur que le Burundi a à relever consiste à lier cette phase réussie du DDR avec une RSS compréhensive pour la durabilité et légitimité des institutions nouvellement établies.

III. La République Centrafricaine (RCA).

La situation de sécurité en RCA depuis le départ du Président A. Pattasse et l'installation de l'ancien chef rebelle, F. Bozize s'est détérioré occasionnant le déploiement des membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (ECCAS) en octobre 2005. En tant qu'élément de l'accord politique de Bangui de 2003, la question de la réforme des forces armées, une réduction de vandalisme des activités des milices, l'insécurité interne et les dimensions transfrontalières du conflit qui s'est dessiné dans le pays et déstabilisé le Tchad voisin (estimé à 45 000 réfugiés de centrafricain au Tchad), a été au centre du traité de paix¹⁶. Le Désarmement, initié en vue de récupérer environ 100 000 petites armes libéralement distribués dans la masse selon la loyauté perçue, était un point important du processus. En outre, il fallait aussi démobiliser les anciens combattants et les membres de leur famille ce qui a donné un total d'environ 42 000 personnes étant donné la provenance sociale et ethnique des combattants constitués des Mutineers, des libérateurs, des groupes Karako, Sarawi et Balawi parmi tant d'autres. Le souci relatif de réinsérer ces groupes était un autre challenge. Cette réinsertion s'appliquait aussi aux peuples intérieurement déplacés, soit un total d'environ 1.6 million de personnes contenues dans un processus dans lequel le Programme des Nations Unies pour le Développement (le PNUD), le Banque Mondiale/MDRP sont impliqués¹⁷. De manière significative, le nombre réel de combattants est réduit bien que l'impact espéré sur plus de 4

¹⁶ Briefing fait par Albert Carames, Vicens Fisa et Eneko Sanz of ECP Escola de culture de pau, Central Africa Republic sur

¹⁷ Voir MDRP: Special Projects: Central Africa Republic Reintegration of ex Combattants and Support THE Communities in Central African Republic sur http://www.mdrp.org/countries/sp_car.htm accédé le 18 mai 2007.

millions de population soit plus grand et par conséquent le DDR peut être réalisé dans un bref délai s'il jouit d'une volonté politique suffisante.

Le dernier rapport du MDRP a préconisé la fin du DDR et considéré une stratégie dérivée, aussi bien qu'une suivie subséquente par rapport à la RSS. Un certain nombre de leçons évidentes peuvent être apprises et tirées de l'expérience du RCA sur cette transition importante¹⁸. Au moins deux observations significatives du processus étaient :

a) entreprendre un processus de DDR dans un pays qui a une grande population armée parmi lequel un nombre important de peuple intérieurement déplacé aussi bien que les réfugiés actuels uniques et les défis à plusieurs facettes, y compris la dynamique régionale des frontières accessibles et l'entrée et sortie des petites et légères armes b) le manque de volonté politique de la part des acteurs divisés de par leur appartenance ethnique entre autres variables peut être un frein majeur pour le progrès.

IV. Le Congo – Brazzaville.

Le bref processus du DDR qui s'est produit en République du Congo de la fin de 2003 jusqu'à présent regorge de leçons significatives. D'abord, le DDR dans la République du Congo a émergé des différences politiques entre le candidat sortant, le Président Nguesso, et le pasteur Ntoumi quand ce dernier a été empêché de participer aux élections présidentielles de mai 2002. lesquelles différences ont très tôt abouti au combat dans un développement qui a vu le gouvernement inviter les Forces Armées Angolaises (FAA) pour augmenter leurs propres forces de sécurité contre le pasteur Ntoumi qui quand à lui a eu recours à l'appui des Ninjas, un mouvement rebelle qui inclut également des soldats et des mercenaires enfants. Plus tard, en décembre 2003, un accord politique avait été conclu, lequel accord a permis le départ des combattants étrangers sur le sol national de même que la volonté des Ninjas de se désarmer ceci sous les auspices du PNUD et de la Banque mondiale/MDRP, les communautés de huit districts coordonnées par le Programme National de DDR (PNDDR). Au total 30 000 anciens combattants avaient été recensé pour démobilisation dans un processus qui a évidemment inclut

¹⁸Rapport trimestriel progressif du MDRP octobre-Décembre 2006, P.5.

la participation de la communauté.¹⁹ En pratique, le DDR a été lent, cela a été principalement causé par les conditions imposées par le gouvernement malgré le fait que le pays a continué à se stabiliser²⁰.

V. République Démocratique du Congo.

Le processus du DDR en DRC est sans doute le programme le plus complexe et multi-facetté qui n'a jamais été mis en application en Afrique. Il est composé entre autres des éléments suivants : d'un programme national; des programmes visant à désarmer et rapatrier les combattants étrangers et leurs dépendants; et des projets qui visent à désarmer des membres des milices et puis les réintégrer dans la vie civile. L'ONU et la Banque Mondiale sont les principaux assistants du processus de DDR avec le gouvernement congolais. Le programme national vise à démobiliser approximativement 150.000 ex-combattants, et en septembre 2006, près de 92.000 ex-combattants (y compris 27.346 enfants) avait été démobilisés. L'on estime encore environ 62.000 personnes qui doivent être incluses dans le programme de DDR. Jusqu'ici, environ 13.000 combattants étrangers et leurs dépendants ont déjà été rapatriés, alors que l'ONU estime qu'approximativement 10.000 combattants étrangers résident encore sur le sol de la DRC. Comme d'autres programmes de DDR en Afrique, le procédé de la DRC a fait preuve d'un certain retard et des inefficacités due à la taille du pays, les infrastructures pauvres et le degré élevé de la pauvreté.

VI. L'Erythrée.

Il s'agit du pays qui a le nombre le plus élevé de forces armées par habitant, avec 200 000 ex-combattants y compris des enfants, identifiés pour le DDR²¹. Après la période de 2005 dans

¹⁹ Relief Web, Congo-Brazaville: A sensitising campaign bring together parliamentarians and local communities, 22 aout 2006 sur <http://www.reliefweb.int/rw>, accede le 24 mai 2007.

²⁰ Commission Européenne FSC.DEL/68/06 EC Action (EC+EDF) in the areas of SALW mise à jour-13 mars 2005 rapports des pays sur <http://www.delvie.ec.europa.eu/.../> accédé le 24 mai 2007

²¹ Commission Européenne FSC.DEL/68/06 EC...p.9

l'Erythrée, Le DDR semble être influencé par les situations politique et sécuritaire tendues qui prévalent dans le pays et ses relations tendues avec l'Ethiopie. Pendant qu'en 1993, et plus tard en 2000, le pays s'était engagé à réduire l'effectif de son armée, plus tard, ces initiatives ont été depuis suspendues une fois de plus, la situation sécuritaire avec l'Ethiopie et généralement dans la corne de l'Afrique et en Somalie, secteurs dans lesquels l'Erythrée semble être légèrement impliqué, a détérioré. En somme, la sécurité courante qui prévaut en Ethiopie n'est pas favorable pour le DDR et les efforts pour arriver à un accord politique global sont encore à reprendre.

VII. La Côte d'Ivoire.

Le conflit qui a éclaté en Côte d'Ivoire en septembre 2002 a divisé le pays en Nord et Sud avec des mouvements politiques et des groupes armés émergeant dans les deux zones. Par la suite, une faction considérable s'est formée autour du président, Laurent Gbagbo, dans le Sud tandis que son adversaire principal, Guillaume Soro était à la tête des Forces Nouvelles (FN) dans le Nord. Après plusieurs tentatives d'accords de paix, l'accord déterminant Linas-Marcoussis du 23 janvier 2003 avait un aspect du DDR. A ce moment, les forces rebelles ont accepté de se désarmer tandis que le gouvernement s'était engagé à constituer une armée nationale intégrée, à désarmer et à démobiliser ceux qui avaient été recensés après 19 septembre 2002 dont la plupart provenait des milices et des casernes²². Tandis que Soro rassemblait dans le Nord environ 18 000 combattants sous pour le compte de Forces Nouvelles, dans le Sud, le gouvernement comptait plus de 10 000 éléments de forces officielles soutenues par plus de 40 000 éléments Paramilitaires constitués des unités de la Garde Présidentielle, de la gendarmerie, et celles issues des casernes et des milices. Cet accord était le résultat des pressions considérables de l'organisation régionale CEDEAO et de la France, ancienne puissance coloniale. Cependant, vers fin août 2003, il était clair que ceci n'avait pas été respecté²³. Très récemment, une initiative localement inspirée a été signée le 4 mars à Ouagadougou, capital de Burkina Faso entre les deux camps.

²² Armin Langer, Policy Levers in Cote d'Ivoire, centre de Recherche sur l'ethnicité et la sécurité de l'inégalité des Hommes (CRISE), contexte de l'article 3 décembre 2003, Université Oxford, GB, p. 18 ; voir aussi la Mission des Nations Unies en Cote d'Ivoire(MINUCI), historique du conflit disponible sur <http://www.un.org/Depts/dpko/missions/minecu/index.html>.

²³ Armin Langer, Policy Levers in Cote d'Ivoire, p.9

VIII. Le Libéria.

Le processus DDR-Libéria a été initié en 2003 sous les auspices de la Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation, Réhabilitation et de Réintégration. Un total de 101.495 ex-combattants et individus associés aux forces de combat ont été désarmés et démobilisés. Les programmes de réhabilitation et de réintégration ont été lancés en juin 2004 ; l'informatique et la formation professionnelle (telle que la menuiserie, la maçonnerie, la mécanique automatique et l'agriculture) faisaient partie de ces mêmes programmes. Vers novembre 2006, 22.000 participants se sont inscrits au cours d'enseignement conventionnel, avec un surplus de 8.000 inscrits au cours qui devraient débiter avant la fin de l'année. Vers fin novembre 2006, l'ONU a estimé qu'un total de 60.000 bénéficiaires avait terminé le programme de réintégration. En Aout /Septembre 2006, l'ONU a mené un sondage sur la réintégration des ex-combattants. Le sondage a montré que seulement près de 8% des ex-combattants avaient amélioré leur situation socio-économique. Près de 28% ont rapporté être sans emploi mais dans l'ensemble, le DDR est suspendu et dépend des résultats d'une analyse et d'une évaluation en cours.

Toutes choses étant égales, après l'analyse on devrait s'attendre à une stratégie de secours et à la transition du DDR à la RSS pour un développement viable à long terme.

Une caractéristique propre au DDR-Libéria est le phénomène de 'floating-combattants' « combattants vagabonds » qui est un groupe de jeunes sans emploi s'élevant à près de 60.000, offrant leur service dans tout les pays de l'Union du Fleuve Mano²⁴. Après avoir participé à la mise en application du DDR au Libéria et en Sierra Leone, plus récemment, certains jeunes ont traversé la frontière pour la Côte d'Ivoire à fin « de tripler la valeur pécuniaire de leur armes »²⁵. Les événements dans la zone de conflit de l'Union du Fleuve de Mano se manifestent en Guinée-Bissau, Libéria, Sierra Leone et maintenant en Côte d'Ivoire et ils reflètent les défis des frontières accessibles, la prolifération des armes légères et la difficulté de contrôler aussi bien que l'existence des États voisins susceptibles d'entretenir ce trafic qui corrompt la sécurité nationale et régionale.

²⁴ Jeffrey Isima, Cash Payments in Disarmament, Demobilisation and Reintegration Programmes in Africa dans *Journal of security Sector Management*, Global Facilitation Network For Security Sector Reform, Vol 2, No 3, septembre 2004, p.3

²⁵ Ibidem.

IX. Le Rwanda.

Au Rwanda, le programme DDR a été établi en 1997 sous les auspices de la Commission Rwandaise de Démobilisation et de Réintégration (RDRC). La tâche de la RDRC a été divisé en deux phases: la première phase, 1997-2001, au cours duquel 18.692 anciens combattants ont été démobilisés et s'étaient vus offrir un appui de réintégration. La deuxième phase (qui est la phase en cours), a coïncidé avec le lancement du MDRP au Rwanda laquelle phase vise à démobiliser et à réintégrer environ 36.000 anciens combattants dans la vie civile. Selon le MDRP, près de 27.000 personnes ont été démobilisé jusqu'ici; 38.772 se sont vus offrir un appui de réinsertion; et 40.068 sont en train d'obtenir l'appui de réintégration. L'appui de réintégration inclut des subventions, des formations professionnelle et d'apprentissage, éducation/ bourses d'études, et l'assistance psychologique et logement.²⁶

X. La Somalie.

Le DDR et la situation de conflit en Somalie après 2005 demeure insaisissable. Pire encore, à partir de décembre 2006, d'intenses affrontements ont éclaté suite à l'entrée des forces éthiopiennes par invitation du Gouvernement Fédéral de Transition (GFT) à l'encontre de l'Union des Tribunaux Islamiques (ICU). Les rapports ont indiqué le soutien gouvernemental érythréen à certains groupes s'opposant au TFG et ses alliés. Bien que l'Union Africaine ait fait appel au déploiement d'une mission d'interposition; seule l'Ouganda avait envoyé à 1500 Hommes. Dans cette perspective, s'il s'avère que le DDR devienne éventuellement une réalité, un certain nombre de facteurs significatifs est à prendre en considération afin d'initier un processus réussi. Le premier est évidemment l'environnement politique polarisé. La Somalie continue à dépeindre les séquelles de l'État effondré des années 90. La situation du conflit du pays a depuis lors pris les dimensions du discours de la guerre internationale contre la terreur, les facteurs religieux à l'image des acteurs du Moyen-Orient, la prolifération des petites et armes légères, l'aspect de la sécurité maritime qui s'est vu violé par des pirates en ne respectant plus les

²⁶ Commission Rwandaise de Démobilisation et de Réintégration(RDRC).2006. Concernant le RDRC (<http://www.mdrp.org/rwanda.htm>).

barrières conventionnelles maritimes, et les affrontements historiques entre les clans, les groupes ethniques et les pays voisins.

XI. Le Soudan.

La guerre civile au Soudan qui peut être tracé dans les années 50 et qui s'est intensifié dans les années 80 a eu pour conséquence deux principaux champs de batailles: d'une part, le conflit dans le Nord et le Sud opposant les Forces Armées Soudanaises (FAS) et son groupe de milices, la Force de Défense du Peuple Soudanais (la SPDF) contre l'Armée/Mouvement de Libération du Peuple du Soudan (SPLAM); et d'autres parts, les affrontements d'après 2006 dans le Darfur Occidental. Le dernier s'est accaparé des forces gouvernementales soudanaises et des milices pro-gouvernementales couramment connus sous le nom de *Janjaweed* - contre le Mouvement National pour la Réforme et le Développement et d'autres groupes. Le cas de conflit a aboutie à l'Accord Global de Paix de décembre 2005 (AGP) qui a délimité une marge de temps pour le DDR, intégré les armées et les institutions y relatives avant le référendum prévue pour 2010. Pour ce qui est du deuxième conflit, en dépit des efforts laborieux de l'Union Africaine à Abuja, un Accord Global n'a pas pu être signé par toutes les parties bien que l'impact de la guerre sur la population civile et sur les infrastructures dans le Darfour ait été horrible. L'accord d'Abuja a eu une clause pour le DDR dans lequel le gouvernement soudanais s'était engagé d'intégrer 4 000 éléments des milices dans les Forces Armées Soudanaises et 1 000 autres éléments dans la police tout en assistant 3 000 autres²⁷. Les groupes rebelles n'ont pas fait preuve d'un engagement clair et ferme bien que dans ce terrain incertain, l'Union Africaine a déployé une mission MAS-UA au Soudan. La transformation de MAS en MUAS/ MINUS basée sur Les résolutions 1547 et 1590 du Conseil de Sécurité de l'ONU n'a pas été facile à réaliser.

Etant donné la complexité du processus de résolution de conflit au Soudan, nous pouvons souligner plusieurs aspects significatifs qui méritent d'être mis en exergue pendant la conférence. D'abord, le manque de clarté autour des aspects de DDR des accords de paix devraient être examiné pour voir s'il y a eu progrès ou pas au niveau politique. Ensuite, le conflit soudanais

²⁷ Albert Carames, Vicenc Fisa et Eneko Sanz, Sudan, P.2

dépeint maintenant des partisans extérieurs sérieux et les dimensions en rapport aux intérêts des pays du Moyen-Orient, « la guerre contre la terreur » et le fondamentalisme islamique. L'appartenance ethnique et le racisme, y compris les frais du trafic d'Hommes sont également des facteurs qui expliquent quelques aspects du conflit. Enfin, le pays est aussi bien submergé par la prolifération des armes étant donné l'insécurité qui règne sur le littoral de l'Océan Indien et sa **poussée** géographique dans la région des Grands Lacs que par les retombées du conflit ougandais avec l'Armée de la Résistance du Seigneur (LRA). Cette dernière lutte pour la même traditionnelle cause que le SPLAM. En outre, dans ces deux cas de conflit, l'on doit démobiliser des enfants soldats.

XII. L'Ouganda.

L'Ouganda a été affecté par de longues de conflits armés depuis la seconde moitié des années 80, et depuis lors, une série d'initiatives de DDR a été initié. En 2000, la Loi sur l'amnistie a été établie ; laquelle loi a permis à ces Ougandais qui s'opposaient au gouvernement, et qui plus tard ont décidé de reprendre les rangs de la vie civile, de bénéficier d'une amnistie sans risque de peine ou de poursuite. Ceux qui ont demandé l'amnistie ont été considérés sous le nom de « reporters », avec le nombre total de potentiels reporters estimés à des dizaines de milliers. À la fin de 2006, on avait accordé l'amnistie à environ 21.000 reporters, dont 19.000 avaient reçu un soutien de base de réinsertion/relocation. La Commission d'amnistie, et en particulier l'équipe le service démobilisation et de relocation a facilité le processus de démobilisation et de relocation, mais il a rencontré de grands obstacles qui ont fauché le déroulement du processus.

XIII. Guinée Bissau.

Après une série de coups d'État et de contrecoups d'états qui ont commencé en juin 1998 menés par le défunt Général A. Mane, la Guinée-Bissau finalement exécuté la recommandation de mars 2005 du secrétaire Général de l'ONU que la prise en considération du DDR, la réforme du système judiciaire et la revitalisation économique constitue les conditions préalables pour la paix et la stabilité. Depuis lors, l'attention a été tournée vers la réduction de l'effectif de l'armée en place- réduction de 10 544 éléments - et parallèlement vers la démobilisation des milices et

des groupes paramilitaires –au total 2, 051- lesquels ont été réduits des deux côtés en conflit²⁸. Après signature d'un accord de paix à Abuja, l'ONU a par la suite établi le bureau de l'ONU en Guinée-Bissau (UNOGBIS) qui a attiré la présence de la communauté internationale dans le pays. En outre, le Portugal a regagné la scène de conflit, agissant comme une « puissance » autour de laquelle l'appui et l'engagement de la part de la communauté internationale se sont joints et ont été coordonnés. Suite au conseil et à l'appui en logistique du Royaume-Uni, en 2006, la Guinée-Bissau s'est également embarqué aussi bien dans la réforme de son secteur sécurité qui inclut la réduction drastique de l'effectif de ses forces armées de 9 000 à 3 500 éléments que dans le recyclage supplémentaire des ex-combattants.

Des défis continuent à être notés dans les secteurs de a) la lenteur de l'exécution des objectifs annoncés qui devraient être prolongés jusqu'en 2005 et b) situé dans l'Union du Fleuve Mano, La prolifération de petites et armes légères a continué, informé par les jeunesses mobiles à travers les frontières accessibles de la région.

XIV. Le Mozambique.

Le programme du DDR au Mozambique a été initié comme partie intégrante des accords de paix généraux (1992) après deux décennies de guerre civile. À cet égard, L'ONU a joué un rôle moteur. Vers 1994, les aspects de désarmement et de démobilisation ont été conclus, avec approximativement 110.000 ex-combattants démobilisés dont 30 000 forces centrales sensé être réintégrés, équitablement prélevés du gouvernement et des groupes rebelles. La Commission Nationale de Réintégration a été établie pour coordonner le processus de réintégration qui était de nature rudimentaire, et qui était principalement axé sur l'organisation des formations professionnelles de base.

Il était évident que l'économie mozambicaine, qui avait été ralentie par la guerre civile, ne pourrait pas être capable d'accueillir la grande majorité d'ex-combattants. Par conséquent, le programme de réintégration a encouragé les ex-combattants de s'engager dans la pratique de

²⁸ Albert Carames, Vicenc et Eneko Sanz, *Guinee-Bissau*, p.2 voir aussi Mark Malan *Transitions with Minimal Assistance : Lessons from Guinea Bissau ?* Kofi Annan International Peacekeeping Training Center, 2005 disponible sur <http://64.78.30.169/kaiptc/Guinea>

l'agriculture de subsistance²⁹. En dépit des signes évidents de l'échec du DDR et de la possibilité d'une nouvelle guerre, il n'y a pas eu reprise d'armes comme telle avait été le cas pendant la fin des années 1980 caractérisée par l'extrême épuisement des acteurs de guerre et le changement radicale des conditions de paix en Afrique Australe, particulièrement le pays voisin l'Afrique du Sud, un pays qui avait précédemment gardé ses armes de guerre dans la région et au Mozambique.

XV. La Namibie.

Le processus de démobilisation en Namibie a eu lieu en 1989, après trois décennies de conflit armé. De près de 57.000 anciens combattants avaient été démobilisés, mais au départ, aucune aide de réintégration n'avait été apportée³⁰. Il avait été assumé que les ex-combattants réintégreraient la vie civile de leur propre volonté. Cependant, peu de temps après la fin du processus de démobilisation, les anciens combattants ont commencé à exprimer leurs mécontentements à travers des actions et de protestations publiques. Le gouvernement a réagi en mettant sur pied un mécanisme de paiement en espèces et en introduisant des programmes de formations professionnelles en vue développement.³¹

Cependant, ces efforts ont seulement eu un succès limité en faisant face à ces exigences, et vers la fin des années 90, un nombre significatif des ex-combattants sont demeurés sans emploi. Le problème a été partiellement allégé par l'incorporation de plusieurs milliers d'ex-combattants dans la Special Field Force (SFF)-une unité paramilitaire gouvernementale-.

²⁹ Joao Paulo Borges Coelho et Alex Vines, 1994. Pilot Study on Demobilisation and Integration of Ex-Combatants in Mozambique, (Oxford: Refugees Studies Programme, Queen Elizabeth House, and University of Oxford).

³⁰ Gwinnyai Dzinesa et Martin Rupiya, Promoting National Reconciliation and Regional Integration: The Namibian Defence Force, 1990-2005 dans Evolutions&Revolutions: A contemporary History of Militaries in Southern Africa,(Ed) Martin Rupiya,(Institut des Etudes de Sécurité, Pretoria, 2005) pp.208-09

³¹ Colleta, N.J et al, 1996. The transition From War to Peace in Suharan Africa, (Wahinton Dc.. la Banque Mondiale)

XVI. La Sierra Leone.

Le processus du DDR en Sierra Leone a été lancé en 2000, et a été conclu en janvier 2004. Environ 71.000 Hommes ont subi la démobilisation, plus de 32.000 armes ont été récupérées dans le cadre du processus de désarmement, et quelques 56.700 anciens combattants se sont inscrits au programme d'appui de réintégration. Quand le programme de réintégration a tiré à sa fin en janvier 2004, 51.122 Hommes avaient bénéficié d'appui de réintégration dans les domaines de la formation professionnelle (telle que la menuiserie, la maçonnerie, et la couture), de l'apprentissage, l'éducation formelle, de l'agricole et offres emplois. La majorité d'ex-combattants n'ont pas tiré profit du programme de l'appui réintégration, et ont plus tard bénéficié d'un paiement définitif en espèces. Cependant, la réintégration viable des ex-combattants dans la vie civile formée en majorité de jeunes gens, a été contrecarrée par un niveau de croissance économique limité, d'un manque d'opportunités d'emploi et de la pauvreté³².

XVII. Le Zimbabwe

Après la fin de la guerre civile au Zimbabwe, sous l'ordre considérable de la pression internationale de la part chefs de gouvernement du Commonwealth et la coordination de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADCC) environ 36.000 combattants ont été démobilisés et réintégrés dans la vie civile, lequel processus a été facilité par une Direction Nationale de Démobilisation qui a été mise en place. Le fait que le DDR n'a émergé qu'après les élections ne faisait pas partie du traité de paix de Lancaster House, dans l'élan des élections, certaines factions avait sérieusement réduit leurs forces dans une stratégie claire qui consistait à « garder-leur-poudre sèche » au cas où la bataille éclatait de nouveau. Même en considérant la force centrale, ce développement a fait échouer toutes les estimations sur le nombre de factions disponibles pour le DDR. Une fois le processus commencé, ceux qui ont été démobilisés ont reçu une rétribution de réintégration mensuelle de deux ans et ils ont été encouragés à entreprendre les affaires. En rétrospective, il est présentement évident que l'économie capitaliste a commencé à stagner y compris les programmes d'extension et

³² Voir, le Centre de ressource DDR de l'ONU- sur la page Sierra Léone (<http://www.unddr.org/countryprogrammes.php>).

d'assistance sociale de l'État. De plus en plus, la taille de l'économie et des institutions ont manqué de capacité et ressources d'offrir une formation appropriée et viable conçue en vue d'un rétablissement et d'un développement à long terme. Il n'est pas étonnant que plusieurs entreprises d'affaires dans lequel se sont embarquées des ex-combattants aient échouées et aient finalement plongé plusieurs personnes au chômage. En 1993, il a été estimé qu'environ 25.000 ex-combattants s'étaient retrouvés sans emploi³³. L'échec du processus de réintégration est devenu un facteur important de mobilisation (et d'exploitation) des ex-combattants comme force politique, lequel facteur caractérise la crise politique courante au Zimbabwe. Dans la crise courante, le DDR semble avoir été en grande partie empêché par de nouvelles unités, y compris l'émergence du Service National et les milices. Ceux-ci devront nécessairement être démobilisés une fois la situation politique stabilisée.

XVIII. L'Afrique du Sud

La démobilisation des ex-combattants en Afrique du Sud s'est faite avec la réduction de l'effectif militaire nationale qui a eu lieu entre 1995 et 2001. Environ 60.000 ex-combattants ont été démobilisés dans le cadre de ce processus. Le processus général de démobilisation et de réintégration a connu un certain nombre de problèmes qui a résulté d'une planification, consultation, coordination et exécution inconvenables du processus. Il y a également eu une absence d'études de faisabilité pour déterminer les besoins sociaux et économiques des ex-combattants et de leurs dépendants. Une étude entreprise par le Centre de Résolution des Conflits en 2002 et 2003 a montré que deux-tiers des ex-combattants démobilisés des anciennes forces rebelles étaient sans emploi, et pour se procurer de l'argent, de la nourriture et du logement, la plupart d'entre eux dépendent des membres de leur famille. Plus d'un tiers des personnes interrogées ont révélé qu'elles ont souffert des problèmes psychologiques.

³³ Voir: Banque Mondiale. 1993. démobilisation et réintégration du personnel militaire en Afrique: l'évidence d'étude de cas de sept pays(Banque Mondiale : Washington District de la .Colombe.)

5. Cadre d'analyse /de discussion de la Conférence de la RD Congo

a) Aperçu historique de la fin de conflit

La guerre qui a éclaté au Zaïre -actuellement la RD Congo- en 1996, et n'a fini que par une série d'accords, y compris l'accord de Lusaka de 1999 suivie de l'accord global de dialogue Inter-Congolais, a /et continue à illustrer les caractéristiques soulignés dans la majorité des études des cas ci-dessus. De manière significative, chacun des traités de paix a souligné la nécessité de former une armée intégrée. Pendant ce temps, les forces en conflit ont été constituées des factions armées aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, y compris des éléments des états voisins ont combattu de différents côtés. En outre, la composition des factions armées comprenaient des femmes et des enfants soldats. Pendant les cinq dernières années, les initiatives du DDR ont prêté une attention particulière sur ces catégories avec des conclusions variées.

Sur la base de ces accords de paix, facilités par le bloc économique régional, SADC, l'ONU a mis sur pied la MONUC, un organe qui compte aujourd'hui 17 500 Hommes. Cependant, l'un des défis importants qui persiste est celui du combat continu et les éléments refusant de déposer les armes, particulièrement dans l'Est du pays. Implicitement, ceci signifie que les principaux acteurs en RD Congo manquent de volonté politique pour inciter la paix et la stabilité durables.

En outre, ce dernier a depuis lors joué un rôle significatif dans le DDR, entre autre entreprendre l'action « de force » dans la partie orientale du pays et assurer la sécurité et le maintien de l'ordre lors de récentes élections. Pendant que les traités de paix ont occasionné le point de départ du DDR et de la RSS, comme le concept le dit bien puisque que le combat n'a pas complètement cessé, présentement, la stabilité du nouvel État est menacée. Cependant, le pays entame maintenant la phase fragile de son processus agissant bientôt comme la stratégie de secours de la MONUC et il y a lieu de formuler et déployer d'autres formes d'appui pour consolider la démocratie et éviter la rechute. Un instrument important qui a émergé pour combler ce vide est l'initiative globale courante du DDR.

b) Combattants sur le sol étranger

L'examen du conflit dans le RD Congo montre que le conflit puise ses racines des différends ethniques historiques dans la région, un facteur qui a poussé plusieurs factions armées à travailler pour le compte des gouvernements des états voisins au détriment du gouvernement central de Kinshasa. De son côté, le gouvernement central a alors demandé l'aide militaire des alliés régionaux qui ont participé à ce qui a été décrit comme la première guerre mondiale d'Afrique jusqu'à ce que les accords de paix aient été signés. Etant donné que le combat éclaté en juillet 1998 était due à l'expulsion des forces étrangères, le DDR en cours est également appelé à faire face à cette réalité. Effectivement, la question de savoir quels sont ceux qui sont y sont impliqués et de quelle façon devrait être abordé lors des discussions de la conférence. Tel que l'a montré le cas d'étude sur le Congo-Brazzaville, le cas de la RD Congo a révélé qu'il ya même eu des anciens soldats qui ont cherché refuge de l'autre côté du fleuve qui est maintenant considéré pour le DDR. En outre, le DDR des forces de l'Ituri et du Kivu va également faire face au challenge de la présence des « combattants sur le sol étranger ».

c) Liens entre le DDR et la RSS

Il y a des liens définis entre DDR, phase qui vient juste après le cessez-le-feu et qui est axé sur le désarmement des combattants, la mise sur pied d'une force centrale constituée d'un groupe limité d'Hommes et la réintégration de l'autre groupe, et la SSR qui est quand à elle s'intéresse à la politique à long terme, l'éthos, la composition, le rôle et la fonction des organes relatifs à la sécurité et de leur inadvertance dans une démocratie. Plus spécifiquement, alors que le DDR se retire une fois l'armée intégrée établie, les modalités de la SSR doivent prendre la relève avec la formulation de la sécurité et de la politique de défense, l'éthos, les mécanismes d'inadvertance, la formation, les conditions de service, les relations militaires civiles internes et extérieures aussi bien que des liens avec d'autres armées, rôle et fonction y compris servir comme élément de bloc de sécurité de la communauté régionale/internationale, doctrine et aussi l'attribution de ressources par le parlement.

Une des mesures de base standard qui reflète les différences entre le DDR et la RSS est celle suivant laquelle les notions du DDR sont contenues dans des traités de paix tandis que celles liées à la RSS peuvent être intégrées dans les nouvelles constitutions qui sont léguées aux États en développement.

Le fait que ces phases étroitement liées se déroulent dans un État post guerre fragile et en développement fournit les principaux défis qui permettent de formuler et conceptualiser convenablement chaque phase tout en cherchant leur consolidation avant d'entrer dans la prochaine phase. Compte tenu du fait que l'État demeure vulnérable, la nécessité d'évaluer continuellement chaque phase même pendant que la prochaine est lancée est cruciale pour le succès du DDR et ensuite de la RSS dans la RD Congo. Les événements récents ont montré que le DDR et la RSS ont progressé à différents niveaux dans différentes parties de la RD Congo. En conséquence, il y a lieu d'encourager l'harmonisation de ces différents processus au niveau national.

d) Enfants et femmes intégrés aux forces armées

Le conflit dans la région des Grands Lacs utilise les enfants soldats ; ce phénomène est également courant dans la région de l'Union du Fleuve Mano de l'Afrique Occidentale. Cependant, il ne s'agit pas d'un phénomène global étant donné qu'il est spécifique à certaines régions si bien que les pays développés ont mis en place des lois strictes qui se conforment aux conventions de l'ONU. Lors de la guerre de 1996-1997, **le phénomène** du « *WaToto* » ou des enfants soldats était répandu. En conséquence, initier le DDR dans le DR Congo nécessite la mise en place d'un organe séparé qui s'occupe du phénomène des enfants soldats. Tout en faisant cette recommandation, il y a cependant des facteurs y afférentes qui ne sont pas très clairs et peuvent être clarifiés lors des discussions de la conférence. Comme exemple, ni l'ampleur du problème n'est claire, ni son degré de souscription - la volonté de la prise de retraite par ceux qui sont considérés comme enfants soldats- comme l'ont prouvé les évidences dans le Libéria et la Sierra Leone, les circonstances externes aux rangs ne sont pas parfois favorables et elles poussent les enfants soldats à mentir au sujet de leurs âges afin de rester dans les forces armées.

Il y a également cette catégorie des femmes intégrées aux forces armées comme concubines disposées, bagagistes ou soldats formés³⁴ qui s'associent aux conflits.

En conclusion, les rapports dans la RD Congo et d'autres régions de l'Afrique Centrale ont également souligné la pratique du viol et des autres actes sexuels comme outil de guerre et de déshumanisation des adversaires. Partout où ce phénomène s'est produit la question de la justice transitionnelle a été d'une ampleur considérable aussi bien sur la conscience de la société, du nouveau gouvernement central que sur les factions armées. En d'autres termes, partout où ce phénomène a été identifié, des mesures mises sur pied pour résoudre ce problème de violation des Droits de l'Homme ont été prises-aussi longtemps que l'on voudrait promouvoir le progrès pour la paix et la stabilité.

e) Le DDR et la Justice Transitionnelle (JT)

Les méthodes de combat utilisées par les différentes factions ont ou n'ont pas violé les questions de Droits de l'Homme et, depuis les années 80, le concept de la Justice Transitionnelle qui a lieu pendant la période de transition de la guerre à la paix et avant la consolidation de la démocratie, est devenue d'une importance considérable³⁵. Pour opter pour la JT, l'on devrait également tenir compte de la robustesse de la société afin de résister à toute attaque potentielle externe aussi bien que la compétence ou la capacité de l'État à appliquer les conditions de référence indiquées. En raison de cette complexité et du danger imminent de retourner des gains perçus à la table de négociation, la JT tend à être marginalisé dans beaucoup d'État fragiles d'après-guerre. Cependant, on devrait tenir compte d'un certain équilibre pendant la période d'après-guerre. Premièrement, est-ce qu'un État adopte la JT pour décourager les violations des Droits de l'Homme ou ignore cette option afin de consolider la paix. Deuxièmement, si tel en est le cas, est-ce alors un mauvais signal qui est lancé aux autres de continuer à commettre cette

³⁴ Ernest Harsch, traité d'Accord sur l'abolition de l'usage des enfants en guerre, citation du commentaire de l'UNICEF

Directeur, Ann Veneman dans le renouveau Africain, Vol.21 No 1, Avril 2007, p4-5

³⁵ *Transitional Justice*, accessible sur le site http://en.wikipedia.org/wiki/Transitional_justice du 28 mai 2007

offense et par conséquent il y a risque que ces atrocités se répandent. Dans chacun des cas, un jugement mesuré doit être fait et ce défi est plus prononcé dans la RD Congo.

f) « Les retombées »

La guerre et la fin du conflit en RD Congo ont non seulement eu d'énormes conséquences sur le pays mais également sur l'Afrique Orientale, Centrale et Méridionale. L'ONU, l'UE, les Etats-Unis, l'UA, la MONUC et la SADC ont tous été affectés et différemment réagi à la dynamique de la guerre en RD Congo. Les conséquences n'incluent non seulement la prolifération des armes, des Hommes se réfugiant dans les états voisins pour avoir l'opportunité de se réarmer afin de reprendre les armes plus tard, mais aussi des conséquences néfastes sur les plans économique et sociale en RD Congo. Pour ce qui est du DDR, chacun de ces organes a réagi de manière différente, tantôt en soutenant l'armée d'intégration, tantôt en facilitant le processus démobilisation et de réintégration, y compris leur engagement pour la démobilisation forcée contre certains groupes réticents du Kivu et de l'Est du Congo. Le point important relatif aux retombées du DDR en RD Congo qu'il y a lieu de noter est celui suivant lequel aucune attention concernant la situation interne est susceptible de réussir à moins que les conséquences en Afrique Australe et Centrale soient prises en considération.

6. Questions clés

Un certain nombre de questions clés sont à souligner et compte tenu de la concision d'un tel article, celles-ci ont été mises en exergue, mais la liste n'est pas exhaustive:

a) Appartenance sexuelle

Les questions d'appartenance sexuelle affectant le DDR doivent être mises en exergue afin de faire face aux défis en accord avec la démocratie constitutionnelle. La mise sur pied de la Commission Nationale du DDR qui avait été dirigé une fois par une femme était un moyen pour le gouvernement central d'être concerné par les aspects de l'appartenance sexuelle du DDR. Ces derniers incluent la mise sur pied des camps et de logements séparés, le soutien aux enfants

et femmes seules et la prise en compte de la remise équitable des lots dans une société où culturellement les hommes et les femmes n'ont les mêmes valeurs. Les initiatives ciblant les femmes et les enfants dans ce processus ont également dépeint des dimensions importantes relatives à l'appartenance sexuelle mais on s'attend à ce que la conférence porte à notre connaissance plusieurs autres questions qui jusqu'ici ont échappé à notre attention.

b) Droits de l'Homme

Lors des procès du conflit en RD Congo et dans la région des Grands Lacs en général, l'on a noté de sérieuses atrocités et violations de Droits de l'Homme. Au Burundi, au Rwanda, en RD Congo et même en Ouganda du Nord, plusieurs pertes de vies causées par les conflits actuels ont pris l'allure d'un génocide ou non loin de cela selon le standard internationale. Par conséquent, même lorsque que les pays entrent dans la phase d'après-guerre, il y'a lieu d'imposer à la constitution et aux institutions en développement, les normes et les valeurs de l'aspect délicate des Droits de l'Homme. En d'autres termes, l'on doit documenter les faits pour la postérité tandis que des mesures doivent être mises en place pour éviter que cela ne se répète dans l'avenir.

c) Gouvernance

Lorsqu'on considère le DDR et la gouvernance, il importe d'encourager l'émergence d'un leadership politique élu pour commencer à gérer les affaires de l'État et si possible déplacer les groupes armés qui dirigeaient certaines régions du pays. Le processus du passage des traités de paix au nouvel État a élaboré de claires directives de gouvernance qui devrait guider le leadership au processus d'évolution du DDR en conformité avec la constitution. Ceci devrait déclencher la phase à long terme de la RSS pour consolider le DDR et inciter une stabilité durable.

d) les problèmes de la Communauté et leur participation

Les groupes armés et leurs partisans ont jusqu'ici évité la participation de la communauté en RD Congo. Cependant, suite aux élections parlementaires et présidentielles réussies la on observe de

plus en plus la participation de la communauté. Les participants locaux à la conférence peuvent enrichir le processus en identifiant d'autres secteurs dans lesquels la communauté peut développer une approche et une participation structurées conçues pour consolider la paix et la stabilité dans le pays.

7. Quels sont les défis, les succès et les obstacles communs ?

Généralement le succès des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) des anciens combattants dans la vie civile dépend de trois principaux facteurs. Premièrement, il est essentiel qu'une planification perspicace et globale fondée sur la base des recherches et analyses profondes afin qu'une stratégie réaliste soit développée. Si notre position est correcte, alors il y'a lieu que les capacités de recherche relatives au DDR soient délibérément développées et ressourcées, se faisant, l'accent doit être mis sur les questions relatives au continent africain.

Deuxièmement, il est crucial que la volonté politique requise prévale à tous les niveaux de l'exécution de la stratégie afin d'influencer positivement le processus. À cet effet, certains ont soutenu que le processus du DDR peut constituer en soi un problème mais, s'il jouit d'une volonté politique engagée, alors les retombées négatives de ce défi sont minimisées.

Troisièmement, est-ce la question du coût ou des ressources adéquates disponibles pour entreprendre l'initiative ? Etant donné la durée de l'effet du DDR qui donne naissance à la RSS et le fait qu'il émerge directement après cessation du conflit, il n'y a presque aucun pays qui peut rassembler les ressources exigées pour entreprendre le DDR. Ces programmes sont des processus en général coûteux et longs, et par conséquent les ressources nécessaires, à savoir l'expertise financière, matérielle et technique doivent être garanties. En conséquence, les contributions et l'appui extérieur sont cruciaux au succès de ces programmes. Plus spécifiquement, les expériences du DDR en Afrique suggèrent ce qui suit :

- Si d'autres programmes de réintégration ne s'y mettent pas pour compléter le financement des paiements en espèces ou si ces paiements ne sont pas au moins

accompagnés des mécanismes pour encourager les dépenses relatives à l'éducation et aux investissements productifs, une proportion significative d'anciens combattants connaîtront des difficultés à utiliser les paiements pour améliorer leur revenu à long terme. Les raisons citées incluent : expérience limitée des combattants en matière d'investissement et de gestion financière. (Combiné dans beaucoup de cas avec un secteur financier sous développé), le manque d'aptitude pratique, et les pressions venant de leur famille.

- Les nouveaux gouvernements issus de longues périodes de guerre civile se butent à des difficultés relatives à la planification à long terme due à un certain nombre de demandes pressantes et compétitives de reconstruction, et ils peuvent manquer la capacité administrative et des ressources financières nécessaires pour les mettre en application

Il y a eu des cas de succès relatifs et il est important que nous essayions d'isoler chaque cas et de souligner leur particularité. Au Mozambique et plus récemment en Angola et au Burundi, il y a lieu de déclarer que malgré les imperfections évidentes telles que la vitesse du DDR et le déséquilibre des forces d'intégration des factions disponibles, un succès relatif a été réalisé. Pourquoi? L'une des réponses est l'épuisement due à la nature prolongée des conflits suivis de la volonté politique concessionnaire au niveau du gouvernement central qui a abouti à la réussite des programmes du DDR. En second lieu, la réussite de certains cas émane du fait qu'ils aient bénéficié d'une forte intervention étrangère qui a réussi à mettre la main sur certains acteurs précédemment dissidents pour les désarmer, les démobiliser et les réintégrer. Comme alternative, on a le contexte où le DDR s'est appliqué dans un environnement qui a totalement perdu son programme politique laissant la minorité en isolement et susceptible d'action militaire de désarmement. Troisièmement, il y a eu des contextes où une faction perdue sur le champ de bataille ce qui a presque contribué à la réussite du DDR. Ce qui souligne la synthèse des points importants pour relever aussi bien le succès du DDR que les interventions secondaires des processus recrudescents:

- Historique : Recherche et examen historique des processus du DDR
- Planification : à la phase initiale, intégrer le DDR aux Traités de Paix

- Identifier les liens appropriés entre le DDR et la RSS dans le but d'un ordonnancement adéquat
- Mettre sur pied un organe politique concret pour diriger le processus du DDR
- Considérer des projets régionaux – comme faisant partie du rôle/et de la contribution des Communautés Economiques Régionales et de Sécurité (CERs) projetée d'absorber les ex combattants du DDR d'un certain nombre de pays tel que ceux de la région des Grand Lacs –éviter les obstacles, les installations d'énergie et des infrastructures communes.
- inclure les ressources adéquates à tous les niveaux

Les obstacles au processus du DDR sont généralement dus au manque de volonté politique menant à l'intransigeance des belligérants. Les initiatives ont également échoués à cause du manque de ressources appropriées non seulement pendant la première phase de la récupération des armes mais également lors des phases suivantes à savoir celles de la répartition et du règlement des lots. En outre, la nature de l'économie a également pesé sur plus de 60% d'ex-combattants qui n'ont pas pu se sécuriser un emploi et ont demeuré dans les franges de l'économie tout en étant appauvris. En conclusion, les obstacles ont également été causés par :

a) les acteurs externes et étrangers poussé les groupes à ne pas se désarmer et b) des spoilers parmi des groupes ou des dirigeants eux-mêmes.

8. Quels sont les arrangements institutionnels mis en place pour soutenir le DDR en Afrique ?

Indépendamment de la structure étatique de tous les pays qui s'oppose au DDR sur le continent africain, hors mis l'Afrique du Sud et un ou deux autres États, tous les autres ont fait appel à l'appui des structures régionales économiques et sécuritaire – travailler en collaboration avec « les puissances » pour soutenir les initiatives locales. Cependant, ce qui n'a pas jusqu'ici été évidemment reconnu c'est le rôle capital joué par les communautés bénéficiaires au niveau local. L'intervention de la communauté peut se faire sous forme de dissémination de l'information, du control de la vendetta et de l'animosité personnelle, de même que l'assistance pour le problème de traumatisme et l'aspect psycho- social du côté horrible de l'implication dans la guerre. Les communautés comme partie prenante à la démobilisation et la réintégration ont offert cette

assistance aux combattants presque comme une réaction automatique à la cessation de conflit. Comme autres catégories d'assistance, on peut citer entre autres l'allocation des terres, le pouvoir matériel et de travail pour aider les anciens combattants à se réintégrer rapidement.

Dans beaucoup d'États, les anciennes puissances coloniales sont également venues en aide aux États comme l'a été le cas du rapport établi entre le Zimbabwe et la Grande-Bretagne pendant le début des années 80, des Français en Côte d'Ivoire ainsi que la Grande-Bretagne en Sierra Leone. L'appui bilatéral a été également s'est fait pour influencer le DDR avec comme exemple l'UE qui a soutenu presque tous les processus du DDR à travers le continent. En conclusion, l'appui est également venu des autres organismes multilatéraux parmi lesquels, le PNUD et MDRP (principaux acteurs).

Cependant, malgré la diversité des sources d'assistance au niveau local des pays participants, ceci n'a pas été coordonné non seulement avec les phases conceptuelles du DDR et de la RSS mais aussi avec d'autres donateurs qui plus tard ont soutenu le processus d'évolution. Ceci a donné naissance à des contributions ad-hoc non coordonnées dont l'impact a été l'inégalité et la marginalisation cause de l'appauvrissement d'un certain nombre d'anciens combattants dans tous les pays du continent. La mise sur pied des actions coordonnées aussi bien aux niveaux international et régional qu'au niveau national avec des distinctions claires de progrès entre le DDR et la RSS manque et devrait être exigé.

9. Quelles leçons tirer des processus complexes du DDR en dehors de l'Afrique?

Il y a d'intéressants cas communs et de leçons que nous pouvons tirer des expériences des autres processus de DDR en dehors du continent africain. Par exemple, le cas de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUHA) semble être plus horrible que la situation qui prévaut en Somalie, situation découlée d'une initiative recrudescence suivant la perte d'autorité de l'État. En Haïti, l'évidence a prouvé qu'il y a jusqu'ici une petite volonté politique. Le point que nous avons relevé plus haut relatif aux groupes rebelles est convenable aussi bien en Haïti en général que dans la capitale, Port-Au-Prince (avec les groupes rebelles formés des *Lavalas*, précédemment alliés au Président exilé Aristède et les *death-squads* paramilitaires) suivant lequel ils devraient adopter l'esprit de nationalisme afin qu'ils comprennent que continuer le

conflit ne laissera aucun patrimoine national. Ceci est une leçon importante à tirer, tel que la résolution 1702 du Conseil de Sécurité de l'ONU l'avait souligné après avoir reconnu les « limites du DDR » bien qu'exigeant la reprise de l'initiative ratée du MINUHA y compris le rétablissement d'une Commission Nationale de DDR (CONADER). Ceci était significatif étant donné que même les unités de maintien de l'ordre public ont intégrés les factions et troupes dans une société de plus en plus anarchique qu'était l'Haïti. Quant au nouveau mandat de la MINUHA, qui a toujours inclus un aspect du DDR, l'UNSC a opté pour :

« La Réorientation de ses efforts relatifs au DDR, pour poursuivre cet objectif à l'endroit de toute la communauté et au programme de réduction de la violence adapté aux conditions locales...³⁶ »

Ce qui précède montre comment le DDR n'a pu s'affirmer en Haïti laissant les factions s'étrangler les uns des autres.

Cette même situation a prévalu en Colombie. Selon le Groupe Internationale de Crise, un processus DDR a été lancé avant 2004 et l'on en a tiré profit et a depuis lors, les anciennes troupes ont consolidé leur pouvoir dans les villes avoisinantes. En dépit de l'intervention de l'Organisation Régionale des États américains (OEA) la Colombie a été décrite comme un pays qui n'est pas prêt à initier non seulement un DDR raisonnable mais aussi une Justice Transitionnelle parmi des troupes et les anciennes unités militaires, y compris le FARC. Ce manque de volonté politique pendant que les combats et les massacres continuent peut partiellement être comparé à la situation dans le Darfour.

En conclusion, les événements en Afghanistan avaient également montré les dangers de vouloir initier un DDR sous l'auspice d'un vainqueur dans un environnement dans lequel le combat persiste. Ce DDR a vu plus de 63 380 anciennes forces militaires afghanes (AMF) organisées autour de 259 unités qui ont été démobilisées depuis février 2003. Tandis qu'un petit nombre rejoignait l'armée nationale afghane, 53 415 ont démobilisé et ont accompli à temps et dans l'USS141 million de budget du dollar en juillet 2006. Cette démobilisation rapide est apparentée

³⁶ Sur <http://www.unddr.org/doc> accédé le 24 mai 2007.

avec ce que nous avons vu en Angola dans les études de cas et évoquons les mêmes avertissements d'avertissement. Tandis qu'un petit nombre a joint l'armée nationale afghane, 53 415 éléments ont été démobilisés à temps avec un budget de 141 million de dollars Américain vers juillet 2006³⁷. Cette démobilisation rapide est semblable au contexte angolais souligné dans des études de cas et il fait appel aux mêmes mises en garde. Bien que ceci fût semblable aux situations en Angola et en Côte d'Ivoire, l'environnement sécuritaire dans les deux derniers cas s'était clairement stabilisé. Peut-être il y a des similitudes frappantes entre des événements en Afghanistan et ceux au Soudan et en Somalie. Dans ce dernier cas, DDR a dû être suspendu à cause de l'absence d'un accord politique.

Les leçons principales qu'il y'a lieu de tirer de l'expérience internationale d'ailleurs est celui suivant lequel le DDR est propre à chaque contexte et est un processus qui n'a pas un modèle standard. De plus, cet accord politique est essentiel pour que les processus de paix évoluent et pour que le DDR s'intègre dans un tel cadre. Si cette condition préalable n'est pas remplie, alors il est certain lié d'échouer étant donné ses limitations inhérentes. En conclusion, les leçons tirées d'ailleurs confirment le rôle moteur du DDR dans le processus de la paix et stabilité dans les sociétés d'après guerre.

10. Conclusions: DDR, opportunité pour un futur paisible en Afrique?

La communauté internationale et les peuples Africains se sont investis énormément dans l'organisation et la participation des élections en Sierra Leone et en R D Congo mais, les mêmes processus de paix demeurent fragiles et menacés par un éventuel échec des processus du DDR. L'impact de l'échec des processus de paix à travers la défaillance du DDR a été dramatique. L'Afrique compte le plus grand nombre de réfugiés estimé à quelques 9 millions de personnes, et plus de 25 millions de personnes intérieurement déplacées et un environnement difficile dans lequel le commerce, le développement et la sécurité des Hommes sont inexistantes.

³⁷ UNDP DDR reintegration has been completed in time and within costs at <http://www.undp.org> accede le 24 may 2007

Dans des pays tels que le d'Ivoire de Cote, l'Angola, le Burundi, la République centrafricaine, le Soudan, l'Ouganda, la Somalie, le Rwanda et le DR Congo, l'intérêt en consolidant DDR en tant qu'élément de stabilité peacebuilding et à long terme est immense et toutes les initiatives conçues pour renforcer des processus existants est généralement recherchées ensuite. Dans cette perspective, le bureau du conseiller spécial sur l'Afrique, soutenu par un certain nombre de départements et d'agences dans l'ONU, est maintenant au premier rang, sur le continent africain, cherchant à créer un mécanisme d'intervention de DDR, complet avec une boîte à outils, conçue pour soutenir le tel poteau-sont en conflit des situations.

Après Freetown en 2005, les résultats positifs des tendances de suppression modèles de cette intervention de la rechute sont déjà évidents malgré le short intervenant deux ans. Il est également partiellement vrai pour indiquer que si DDR se tient dans l'union de fleuve de Mano, alors la tendance destructive des jeunesses mobiles de ` pour la location, dont la présence montrait déjà en conflit dans le d'Ivoire de Cote, sera tenir compte encore réduit au minimum de la consolidation de la paix et stabilité dans cette région.

Maintenant, deux ans après, le défi est sur le DR Congo. Comme a été discuté dans le texte, la solution de la complexité de DDR dans ce pays exige un complet et l'approche régionale et implicitement, échec aura des conséquences régionales défavorables. Pendant que les 17 500 forces de la MONUC se prépare à l'abaissement du niveau inévitable et au départ certain, le nouvel outil de DDR a besoin du kick-in d'une façon complète afin d'étayer les gains faits jusqu'ici et consolider plus loin la paix et la stabilité dans un environnement qui encore est en partie contesté.

Les discussions de la conférence devraient identifier les secteurs principaux du foyer et de viser l'attention et les ressources afin de provoquer un DDR réussi qui a des liens clairs à SSR à long terme et soutenable. Cette vue d'ensemble a essayé de fournir la matière de base, y compris le bref examen de 18 études de cas, afin de créer une discussion au courant pendant la deuxième conférence sur le désarmement, la Démobilisation, la réintégration et la stabilité en Afrique.

10. Quelles leçons doit on tirer des processus complexes de DDR en dehors de l'Afrique?

Il y a des vulgarisations et des leçons intéressantes que nous pouvons apprendre de connexe aux expériences d'autres processus de DDR en dehors du continent africain. Par exemple, l'exemple

de l'ONU stabilisant la mission au Haïti (MINUSTAH) semble être plus mauvais que notre situation en Somalie, d'une initiative rechutée suivant l'effondrement de l'autorité d'état. Dans au Haïti, l'évidence a prouvé qu'il y a jusqu'ici peu de volonté politique. La remarque que nous avons faite plus tôt dans la discussion, des groupes rebelles devant adopter un caractère national de sens afin de comprendre que le conflit continu ne laissera aucune transmission nationale est convenable au Haïti et la capitale, Port-Au-Prince parmi les groupes de rebelle - le Lavalas, précédemment allié au Président exilé Aristede et les mort-pelotons paramilitaires. C'est une leçon importante à emporter.

En tant que Conseil de sécurité de l'ONU la résolution 1702 a précisé après avoir reconnu les "limitations de DDR" tout en réclamant une reprise de l'initiative échouée sur MINUSTAH parmi le rétablissement d'une Commission nationale pour DDR (NCDDR). C'était significatif en tant que même les unités de maintien de l'ordre sont devenus embrouillé comme factions et troupes dans la société de plus en plus anarchique du Haïti. Quant au nouveau mandat de MINUSTAH, qui a toujours inclus un composant de DDR, l'UNSC a conseillé pour :

"réorientez de ses efforts de DDR, à autre que le but vers un programme complet de réduction de la communauté et de violence a adapté aux conditions locales..."

Ce qui précède était témoignage de la façon dont DDR a eu ne prend pas la prise au Haïti, laissant les factions à la gorge de chacun.

Le même est également vrai de la situation en Colombie. Selon le groupe international de crise que un DDR traite lancé avant 2004 a été tiré profit et a depuis lors les anciennes troupes étées témoin consolident leur poignée des voisinages de ville. En dépit de l'intervention de l'organisation régionale des états américains (OAS), Colombie a été a décrit comme pays non prêt à conduire DDR sérieux ni justice transitoire parmi des troupes et de anciennes unités militaires, y compris FARC. Ce manque de volonté politique tandis que le combat et les massacres continuent peut en partie être comparé à notre propre situation dans Darfur.

En conclusion, les événements en Afghanistan ont également montré les dangers de chercher à la conduite DDR par l'initiative d'un vainqueur dans un environnement dans lequel le combat

toujours continue. Vainqueurs DDR étés témoin en Afghanistan auquel plus de 63 380 anciennes forces militaires afghanes (AMF) organisées autour 259 unités a été démobilisé depuis février 2003. Tandis qu'un petit nombre joignait l'armée nationale afghane, 53 415 ont démobilisé et ont accompli à temps et dans l'USS141 million de budget du dollar en juillet 2006. Cette démobilisation rapide est apparentée avec ce que nous avons vu en Angola dans les études de cas et évoquons les mêmes avertissements d'avertissement. Tandis que ceci avait de l'apparence aux situations dans le d'Ivoire de l'Angola et du Cote, l'environnement de sécurité dans les deux derniers a clairement stabilisé. Peut-être il y a des similitudes saisissantes des événements en Afghanistan avec des événements au Soudan et en Somalie.

Dans le cas du dernier, DDR a dû être suspendu dans la perspective d'une absence d'un accord politique. Les leçons principales à emporter de l'expérience internationale ailleurs est que DDR est unique aux conditions locales et subjectives et est un processus qui ne se prête pas à un calibre commun.

En second lieu, il est essentiel pour que les processus de paix évoluent cet accord politique et pour que DDR soit situé dans un tel cadre. Sans cette condition préalable alors il est lié à l'échouer donné ses limitations inhérentes. En conclusion, les leçons ailleurs promeuvent confirment la centralité de DDR à la paix et la stabilité dans poteau-sont en conflit des sociétés.

11. Conclusions:

DDR, une occasion pendant un futur paisible en Afrique?

La communauté internationale et les Africains ordinaires faits ont fait l'investissement énorme en organisant et en participant aux élections en Sierra Leone et le DR Congo mais, les mêmes processus de paix demeurent fragiles et menacés par des processus échoués possibles de DDR. L'impact des processus échoués de paix en hésitant DDR a été affreux. L'Afrique est centre serveur à la plus grande figure d'environ 9 millions de réfugiés, plus de 25 millions de personnes intérieurement déplacées et environnement défavorable où le commerce, le développement et la sécurité humaine sont absents. Dans les pays tels que la Côte d'Ivoire, l'Angola, le Burundi, la République Centrafricaine, le Soudan, l'Ouganda, la Somalie, le Rwanda et le RD Congo, le besoin de consolider le DDR comme partie prenante de la construction de la paix et la stabilité à

long terme est capitale et toutes les initiatives conçues en vue de renforcer les processus en cours sont généralement convoités.

Dans cette perspective, le Bureau du Conseiller Spécial pour l'Afrique soutenu par un certain nombre de départements et d'organismes de l'ONU, est maintenant au premier rang sur le continent africain et cherche à mettre sur pied un mécanisme d'intervention complet pour le DDR avec une boîte à outils, conçue pour soutenir de telles situations post conflit. Après Freetown en 2005, les résultats positifs des tendances de ce modèle répressif d'intervention sont déjà évidents malgré ce laps de temps qui est de deux ans. Il est aussi vrai d'affirmer que si le DDR s'impose dans la région de l'Union du Fleuve Mano alors la tendance destructive des jeunes sédentaires à recruter qui avaient dès lors pris part au conflit en Côte d'Ivoire, sera réduit au minimum et contribuera à la consolidation de la paix et à la stabilité dans cette région. Deux ans après, le défi est sur le DR Congo. Comme on l'a souligné dans cet article, résoudre la complexité du DDR dans ce pays nécessite une approche régionale et globale et par implication ne pas le faire aura de conséquences régionales défavorables. Pendant que les 17 500 éléments de la MONUC se préparent pour l'inévitable désengagement et l'éventuel retrait le nouvel instrument du DDR doit entrer en force de manière intégrale afin de consolider les efforts qui ont été fournis jusqu'ici et renforcer la paix et la stabilité dans un environnement qui encore est partiellement problématique. Les discussions de la conférence devraient identifier les principaux centres d'intérêts, attirer l'attention et réunir les ressources afin d'inciter un DDR efficace qui a des liens clairs avec un viable et un RSS à long terme. Cette vue d'ensemble a tenté de fournir des données de base, y compris une brève analyse de 18 cas d'études, afin d'illuminer les points de discussion qui seront soulevés pendant la deuxième conférence sur le désarmement, la Démobilisation, la réintégration et la stabilité en Afrique.

12Recommandations

- En analysant chaque conflit en cours, il y a lieu de tenter de rapprocher le DDR avec le cessez-le-feu et la conclusion des traités de paix. Une telle approche mène normalement à un ordonnancement adéquat et influence sur le DDR et aux aspects de la RSS relatifs.

- Aucune initiative parmi les nombreux cas d'études examinés n'a connu un progrès significatif sans engagement politique. Par conséquent, comme recommandation importante, toutes les parties impliquées dans le DDR devraient faire montre d'un engagement politique. Donc, les factions armées devraient se délester des tendances régionales et pour adopter un caractère nationaliste vis-à-vis du processus de DDR si c'est la condition pour construire la paix, la sécurité et la stabilité viables.
- De considérables succès du DDR ont été réalisés en Afrique au niveau du littoral occidental du continent. Cette zone géographique comprend la région des Grands Lacs. Cependant, en dépit de ces succès, des progrès doivent encore être fournis, particulièrement dans le cadre de faciliter la réintégration viable des ex-combattants dans la vie civile. L'efficacité de plusieurs programmes de DDR tend à être déterminée par la manière dont les ressources financières sont utilisées dans des délais convenables. En conséquence, le control et l'évaluation des programmes DDR en Afrique devraient être, dans l'avenir, un aspect indéniable de reconstruction d'après guerre. L'initiative d'une telle approche va signer la cloche d'alerte pour l'ajustement de nombreux aspects du DDR en vue de réaliser le succès.
- La réintégration économique est le souvent la clef du succès des autres aspects de la réintégration. Dans la majorité de cas en Afrique, les programmes économiques de réintégration n'ont pas suffisamment tenu des dynamiques et des limitations de l'économie locale. Par conséquent, avant toute conception et mise en application des programmes de réintégration, une recherche et une analyse plus détaillées et holistiques des économies locales devraient être entreprises.
- Historiquement, les combattants sur le sol étranger ont été grandement à l'origine de l'instabilité dans la région. Cela a été un phénomène évident dans les conflits qui ont caractérisé la région des Grand Lacs lequel phénomène nécessite une attention particulière. En d'autres termes, aucun processus de DDR n'est susceptible de réussir dans un pays qui a des frontières perméables et où on observe des mouvements des forces armées comme tel a été le cas aussi bien dans les régions de l'Union du Fleuve Mano que dans celles des Grands Lacs. En conséquence, il importe que les programmes de DDR qui se concentrent sur les combattants sur le sol étranger reçoivent une attention prioritaire, et si possible des ressources supplémentaires.

- comme il l'a été souligné lors de la conférence de Sierra Leone en 2005, il a été recommandé qu'après considérable engagement local et international aux grandes missions de maintien de paix, l'enclenchement de la BCSA qui supervise plus de 14 départements et des organismes de l'ONU dans le processus du DDR mis en place entre les élections et le retrait des troupes doit continuer. En conséquence, on l'on s'attend à ce que 2009 soit témoin d'un climat de paix et de stabilité dans la corne de l'Afrique suite à plusieurs traités qui vont déboucher à l'organisation d'une conférence semblable dans cette région.

- Si ceci doit plus ou moins devenir une caractéristique d'approche de conflits sur le continent africain, alors il s'en suit que nous avons besoin d'une initiative de recherches et d'une (des) institution (s) qui ont la capacité de consacrer du temps et d'effort sur le DDR et toutes ses différentes implications pour guider l'initiative et la pratique. En ce moment, une approche ad hoc à ce sujet qui mérite la mise sur pied d'une équipe de chercheurs spécialisés qui doit consacrer du temps et de l'effort sur la grande dynamique et les défis des leçons tirées des nouveaux mécanismes relatifs à la justice Transitionnelle et aux liens entre le DDR et la RSS.